

# B U L L E T I N

---

SOCIÉTÉ SUISSE DES AMÉRICANISTES (SSA)

SCHWEIZERISCHE AMERIKANISTEN GESELLSCHAFT (SAG)

MARS 1953

GENÈVE

No. 6

---

## M E M O I R E S   O R I G I N A U X

### INDIGENISME

#### Raison d'être du Mouvement Indigéniste.

par Juan COMAS (Mexico)  
(traduction G. Lobsiger)

Pour ceux qui, depuis de nombreuses années, ressentent l'urgente nécessité d'une amélioration intégrale de la vie des aborigènes du continent américain et qui travaillent selon leurs possibilités pour y parvenir, poser à nouveau ce problème aujourd'hui, en 1953, peut paraître une redite inutile et anachronique. Mais malheureusement nous pensons que c'est nécessaire; nous souffrons d'une sorte de déformation professionnelle en croyant, parce que nous - secteur plus ou moins grand d'individus - avons l'absolue conviction de l'existence de ce problème et de la nécessité sociale de le résoudre, que tout le monde est déjà également convaincu et d'accord avec nos points de vue. Mais il n'en est pas ainsi; non seulement parmi la grande masse populaire, aux intérêts limités et sans grande culture, mais aussi dans les cercles que nous pourrions appeler intellectuels, scientifiques et politiques (qui sont en définitive ceux qui orientent et dirigent les programmes gouvernementaux dans les divers pays), il existe un pourcentage élevé d'individus qui ignorent réellement et d'autres qui prétendent ignorer l'existence de cette grave question. C'est à eux qu'est dédié ce bref article.

Les adversaires conscients ou inconscients du mouvement indigéniste argumentent de différentes façons et, pour notre discussion, nous allons essayer d'en résumer les plus remarquables.

I - On nie, ou pour le moins on veut réduire à un minimum, l'existence du problème en alléguant que: les Indiens s'éteignent petit à petit, puisque en 1825 ils constituaient le 25% de la population totale du continent et qu'ils n'atteignent aujourd'hui que le 5,9%; qu'en 1940 il y avait un peu plus de 16 millions

d'Indiens en Amérique; et comme exemple, on affirme que Costa Rica n'a déjà plus de population aborigène et que l'Argentine compte aujourd'hui à peine 50.000 Indiens (1).

La réalité est que la population "culturellement" indigène d'Amérique dépasse les 30.000.000 d'individus; et quant aux deux exemples cités, il suffit de rappeler que pour Costa Rica, A. Rosenblat lui-même - témoin très utilisé par Perez de Barradas - cite deux sources d'information qui attribuent à ce pays 3.500 et 4.200 indigènes (La población indigena de América, p.120); de ce fait, on fausse totalement la réalité en niant l'existence d'éléments aborigènes dans cette région; en outre, notre auteur se contredit lui-même puisqu'à la page 157 de M.A.(1), il indique pour Costa Rica un recensement de 4.200 indigènes. Pour notre part, grâce à l'aimable information de la Dra. Doris Stone, nous pouvons affirmer qu'en 1951 les groupes Bribri, Cabecar, Boruca, etc. de Costa Rica n'étaient pas loin d'atteindre les 6000 individus. Quant à l'Argentine, le chiffre actuel de 50.000 indigènes est également inexact; et si Rosenblat "calcule le total des Indiens à 50.000" (op. cit. p.127), par contre il prend en considération et cite des renseignements de la "Commission honoraire des Réductions d'Indiens" dépendant du Ministère de l'Agriculture, où l'on signale le chiffre de 150.000 aborigènes. Même en usant d'une grande circonspection de crainte d'exagérations, nous devons accepter le chiffre de 130.000 donné en 1947 par la "Commission indigéniste argentine" (2).

Mais en supposant - sans l'admettre - qu'en réalité le total des indigènes ne soit que de 16 millions seulement, il n'en resterait pas moins l'existence d'un grave problème, quoique présentant moins d'amplitude et de difficulté dans sa solution. L'argument est donc complètement artificieux.

II - Une autre argumentation serait l'impossibilité ou l'extrême difficulté de déterminer "qui doit être considéré comme indigène" (3). Il existe des sources d'information très claires dans lesquelles le lecteur peut trouver bien défini le concept de "l'indigène" (4), et nous nous bornerons ici à signaler que les indigénistes ne s'intéressent absolument pas au critère biologique ou racial pour définir et délimiter leur champ d'action; sont "indigènes" ceux qui possèdent une prédominance de caractéristiques de culture matérielle et spirituelle propres et distinctes de ce que nous avons coutume de dénommer "culture occidentale ou européenne"; ils peuvent être somatiquement des indigènes, ils peuvent être des métis, et même des individus d'origine blanche (il y en a des cas, quoique en nombre réduit) qui, en raison des circonstances du milieu ambiant, se sont adaptés au cours de plusieurs générations à la vie et aux coutumes du groupe aborigène avec lequel ils vivent. Pour l'indigéniste, tous ces secteurs de population sont "culturellement indigènes" et entrent ainsi dans le cercle de ses préoccupations.

On nous dira qu'il est difficile, et en certaines occasions hautement subjectif, de déterminer les cas-limites d'inclusion ou d'exclusion; c'est certain, mais cela ne signifie pas que l'on doive éluder ou oublier le problème, simplement parce qu'en des circonstances déterminées sa solution ne sera pas facile.

III - Que les problèmes que posent l'amélioration de la situation des indigènes et leur incorporation dans la vie nationale sont simplement de caractère économique et que, par conséquent, il n'y a pas de raison pour en faire un mouvement spécial.

Un tel critère montre une méconnaissance évidente de la réalité. Certes, l'amélioration indigène implique une question socio-économique que l'on ne peut oublier et il est indispensable d'en tenir compte; mais en même temps, il est tout aussi évident qu'il faut prendre soin du problème culturel; c'est-à-dire que le concours simultané et convergent des deux facteurs est nécessaire pour mener à bonne fin l'oeuvre d'amélioration des groupes aborigènes.

Et, au risque de fatiguer le lecteur, il faut relever à nouveau que nombre des traits culturels du "type occidental" qui doivent se substituer à ceux qu'ont actuellement les indigènes (par exemple ceux du type sanitaire et de technique agricole, tout au moins partiellement) ne pourront jamais être implantés avec succès si on ne connaît pas préalablement à fond les façons de penser et d'oeuvrer des indigènes sur le point traité; et si l'on n'obtient pas un changement préliminaire d'attitude mentale, par un travail qui revient en tout premier lieu à l'anthropologiste social. Les échecs enregistrés dans les premières décennies de ce siècle alors que, sans avoir d'abord convaincu, on voulut imposer des pratiques hygiéniques, sanitaires, de travaux ruraux et de récoltes, éducatives, etc., sont de bonnes preuves à l'appui de notre assertion; et la bibliographie à ce sujet est vaste et des plus suggestives.

IV - D'aucuns qualifient le mouvement indigéniste de platonique et d'inefficace étant donné les supposées très mauvaises caractéristiques psychiques innées des indigènes (paresse, dipsomanie, penchant aux stupéfiants, etc.) et en conséquence, par déduction logique, estiment qu'il serait plus prudent de les abandonner à leur destin jusqu'à leur extinction complète.

Nous nous sommes occupé, déjà en d'autres occasions, largement et en détail, de la tendance "raciste" de telles affirmations et de leur absolue fausseté. Celui qui s'intéresse spécialement à ce sujet peut se référer à ces sources (5). Nous insistons seulement sur le danger qui résulte de ce type d'argumentation et sur la facilité avec laquelle il est admis par de grands secteurs de l'opinion qui méconnaissent le problème sous son aspect scientifique.

V - Que l'indigénisme est un mouvement "lyrique et sentimental" (6). Il y a là une nouvelle erreur d'appréciation; l'étape "lyrique et sentimentale" de l'indigénisme a été franchie depuis des années; depuis au moins dix ans. Aujourd'hui, tout indigéniste conscient travaille, individuellement ou en groupe, sur un terrain d'absolue réalité pratique, d'application immédiate, d'amélioration réelle. On ne peut pas dire que les discussions continentales qui eurent lieu à ce sujet lors des Congrès Indigénistes de Patzcuaro (Mexique, 1940) et Cuzco (Pérou, 1949) ainsi que les Résolutions issues de ceux-ci, furent une simple expression lyrique et sentimentale. Elles sont au contraire le fruit d'une étude consciencieuse et de longues années d'essais et d'expériences. On nous dira que de tels accords et résolutions sont, dans la plupart des cas, encore de simples "projets sur le papier", sans faits qui les épaulent. Mais c'est là justement que réside la gravité et la difficulté du problème indigène. La conviction de techniciens et de savants, et même de certains hommes politiques, n'est pas encore suffisante pour traduire les accords souscrits en normes gouvernementales et moins encore en rubriques budgétaires, mais elle fait lentement son chemin. C'est en 1789 que la Révolution

française établit les bases des principes juridiques de liberté, égalité et démocratie pour tous les hommes, et personne n'ose (en tout cas publiquement) qualifier de "lyriques et sentimentales" de telles revendications, bien que, 175 ans après leur proclamation, il y ait encore des millions d'hommes qui n'en jouissent pas.

VI - Le mouvement indigéniste n'a pas - comme certains le supposent - une orientation "humanitaire" ni de bienfaisance, absolument pas. Les 30 millions d'indigènes américains ont - en leur qualité de citoyens de pays libres - le droit indéniable de jouir de leurs prérogatives comme telles et de les exercer. Et c'est aux gouvernements qu'il appartient de faciliter cet exercice; de sorte qu'il s'agit donc d'une attitude de justice sociale, d'une revendication. Les indigènes (dont nous appuyons avec constance la nécessaire amélioration de leur sort) ne demandent pas l'aumône, ne sollicitent pas de faveurs politiques; nous dirions mieux qu'ils exigent l'égalité des droits et des devoirs avec leurs concitoyens; il est bien entendu qu'il s'agit de leur égalité effective et non pas simplement de leur reconnaissance légale, qui a déjà été consacrée depuis longtemps dans les chartes constitutionnelles des divers pays.

Il est admis juridiquement que la non-connaissance de la loi ne dispense pas de son accomplissement, et c'est pourquoi les indigènes accomplissent de fait leurs devoirs civiques (contributions, impôts, conscription militaire, etc.); mais en revanche, comme ils ignorent leurs droits, ils ne les invoquent pas, ne les réclament pas et ne les obtiennent pas; et c'est là la plus grande anomalie de leur situation.

VII - Que le mouvement indigéniste "désire ressusciter les religions indigènes et que l'on en revienne à adorer Quetzalcoatl et Viracocha"(7).

Une telle affirmation est puérile et risible; il conviendrait de concrétiser les opinions, les textes, les faits ou les attitudes par lesquels l'indigénisme continental (collectivement ou individuellement) aurait pris une telle position.

Ce que veut l'Indigénisme, ce n'est pas noyer ni exterminer tout ce que représente la culture indigène et lui substituer les traits correspondants de la "culture occidentale"; il ne veut ni l'assimilation ni l'absorption totale de celle-là par celle-ci, mais il aspire - avec un grand esprit de justice - à ce que l'acculturation ou la transculturation des groupes indigènes se fasse partiellement de telle façon que tous les traits ou caractères nocifs ou préjudiciables soient écartés. Mais en revanche, il lutte pour conserver, augmenter, améliorer et enrichir les autres traits de la culture autochtone dont les indigènes peuvent se montrer fiers: l'art dans ses multiples manifestations (laques, céramiques, textiles, etc.), les petits métiers domestiques, le sentiment de respect et de reconnaissance envers leurs propres chefs, l'esprit coopératif et de communauté de travail, le sens moral, etc. sont autant de manifestations que le mouvement indigéniste croit devoir maintenir.

L'acculturation, l'incorporation des groupes aborigènes à la citoyenneté du pays auquel ils appartiennent n'impliquent en aucune façon le concept de "désindianisation"(8), pas plus du reste que l'homogénéisation des coutumes et des modes de vivre. L'indigénisme ne veut pas - répétons-le - "désindianiser" les Indiens;

il veut simplement leur procurer socialement, culturellement et économiquement les moyens les plus adéquats à leur meilleur développement, en respectant tout ce qui, dans les manifestations matérielles ou psychiques de leur culture maternelle, en incluant la langue (et de ceci nous parlerons au paragraphe VIII), peut être considéré utile et digne d'encouragement.

Dans aucune nation, on ne peut affirmer que tous les citoyens ont une culture homogène et cependant la nationalité est pleinement constituée, formée et conservée. Les indigènes peuvent donc, en Amérique, arriver à s'intégrer à la masse nationale sans perdre leurs excellentes qualités. Nous ne voulons ni "hispaniser" ni "déhispanser" l'Amérique; personne ne songe à "nier les origines espagnoles ou à effacer l'oeuvre de l'Espagne", mais nous désirons que l'on ne nie pas et que l'on n'oublie pas non plus l'origine des cultures indigènes.

De plus, il n'est pas exact, tant biologiquement que culturellement, que le "Continent soit gagné par la race blanche" (A.M.p.202); l'Amérique est "métisse" sous ses deux aspects, que le veuillent ou non les hispanisants à outrance qui font des efforts désespérés quoique inutiles pour harmoniser leurs désirs d'hégémonie impérialiste (politique et spirituelle) avec l'existence dans les pays américains d'une grande majorité métisse qui ne renie pas ce qui est espagnol, mais qui se sent en même temps orgueilleuse de ses ancêtres indiens et de leur héritage culturel.

Aucun indigéniste n'aspire à ressusciter les vieilles religions de Quetzalcoatl ou de Viracocha; mais aucun ne veut, non plus, annihiler tout ce qui est aborigène.

L'incontrôlable besoin d'accumuler des pseudo-arguments fait que les anti-indigénistes tombent dans des contradictions flagrantes; par exemple, alors que d'une part ils nous accusent de vouloir la "résurrection des vieilles religions" (ce qui laisserait certainement supposer une nette tendance traditionaliste), ils affirment que l'indigénisme "provoque la scission avec le passé, avec les traditions, faisant de l'Indien l'esclave des nouvelles conditions de vie". Où donc est la réalité? L'indigénisme aspire-t-il réellement à ce que l'aborigène retourne à ses vieilles traditions pré-cortésiennes, ou, au contraire, désire-t-il le séparer de ses traditions? Ni l'un ni l'autre; nous avons déjà précisé notre position équidistante.

VIII - Un autre argument utilisé pour démontrer le manque de fondement du mouvement indigéniste est celui de la linguistique et l'on prétend que la tendance actuelle d'enseigner dans les écoles indigènes tant en langue espagnole qu'en langue aborigène "aura à la longue comme résultat l'oubli de cette dernière et le progrès de l'espagnol", et que "ainsi, en changeant son langage .... l'Indien cessera d'être indien"(9).

Le problème des peuples qui parlent une langue maternelle distincte de la langue nationale est déjà ancien, et il a été résolu pédagogiquement depuis de nombreuses années; le bilingüisme comme système didactique est bien connu dans le monde entier; son application, au cours de la dernière décennie, aux groupes aborigènes de divers pays américains ne représente donc aucune innovation méthodologique. Or donc, ce fait ne conduit en aucune manière à la conclusion citée plus haut; nous ne voyons pas pourquoi les langues indigènes devront être considérées comme perdues "à la

longue" et il n'y a pas non plus de raison pour croire qu'un tel résultat soit nécessaire si l'on désire incorporer les indigènes à la vie civique de leur pays. Il y a des siècles que des nations comme la France, la Belgique, l'Espagne, existent, dans lesquelles des idiomes comme le wallon, le breton, le basque, le catalan, le galicien, etc. vivent leur propre vie à côté des langues nationales. Pourquoi alors penser que l'on doit faire disparaître, par exemple, le Quechua, le Maya, l'Otomí, le Nahuatl ou le Cakchiquel (dont quelques-uns avec leur littérature propre), parlés par des centaines de milliers d'individus. Ces langues disparaîtront "à la longue" seulement dans le cas où ceux qui les parlent ne sauront ou ne voudront pas continuer à les maintenir, mais le mouvement indigéniste n'a jamais ni pensé ni désiré l'extinction des langues indigènes. L'enseignement obligatoire de la langue nationale, grâce à la méthode bilingue, n'est pas un obstacle à la conservation de la langue maternelle. Il est évident que dans le cas du Mexique par exemple, dans un délai plutôt court, certaines des 52 langues ou dialectes qui persistent encore s'éteindront motu proprio; mais ceci sera dû au nombre réduit de ceux qui les parlent et non parce que le processus d'acculturation doit obligatoirement apporter comme conséquence la disparition des langues aborigènes.

IX - Voyons une autre affirmation singulière: "la prétendue lutte de l'Indien pour la terre est un problème artificiel, puisqu'en Amérique il y a de la terre pour tous"(10).

En effet, un calcul d'arithmétique élémentaire montrerait que, dans le continent américain, le nombre d'habitants par kilomètre carré est beaucoup plus faible que dans le Vieux Monde surpeuplé. Mais l'erreur pratique est évidente, car: a) toute la terre n'est pas apte à la culture, comme - contradictoirement - on le reconnaît dans un autre chapitre du livre en question: "c'est une erreur de croire que toute l'Amérique est un verger, que ses terres sont cultivables et des plus fécondes, et de ne pas tenir compte que la forêt tropicale est un fantastique désert vert. Et il en est de même en d'autres lieux"(M.A.p.155); b) la présentation du problème ne s'accorde pas avec la réalité, car il ne s'agit pas de savoir s'il y a de la terre pour tout le monde, mais de voir si elle est bien ou mal répartie, et par conséquent de quelle terre cultivable disposent les groupes indigènes. L'argutie est claire puisque chacun connaît l'existence (non seulement à l'époque coloniale mais après l'Indépendance et encore aujourd'hui des latifundia de centaines de milles hectares dont les Blancs ont la jouissance et sur lesquels l'indigène est péon ou manoeuvre, quand il n'est pas réduit à l'état de serf. Et notre auteur le reconnaît en disant p.201 que les Indiens de l'Amérique du Nord eurent jusqu'en 1934 "des terres réduites et arides". Il y a donc "lutte pour la terre", et cette lutte n'est pas artificielle, mais bien réelle et très justifiée, en faveur de sa répartition équitable. Un coup d'oeil sur la législation qu'en l'espèce ont promulguée de nombreux pays américains prouve l'existence du problème, sa reconnaissance officielle et le désir (quoique souvent inaccompli) d'arriver à ce que chaque famille indigène dispose, individuellement ou collectivement (suivant les caractéristiques culturelles du groupe envisagé) de la terre suffisante pour son travail et sa subsistance.

X - On reproche aussi à l'Indigénisme de convertir "l'Indien en prolétaire, tant rural qu'urbain", créant une masse prolétarienne "séparée du passé, sans tradition", "qui vit dans la plus grande pauvreté", et encore: "que l'Indien apparaisse comme un ré-

volté". Et plus loin - comme conclusion du livre - il y a cette phrase lapidaire: "Mais le problème indigéniste principal n'est pas celui de la terre mais bien celui de l'éducation de l'Indien, et on n'obtient rien d'autre, en l'arrachant à son cercle culturel pour le faire pénétrer dans la misère du prolétariat rural ou urbain, si ce n'est d'augmenter la masse des mécontents et des révoltés" (M.A.p.203).

Nous confessons qu'il nous paraît difficile de saisir la véritable idée au travers de concepts si contradictoires. En effet, l'Indien américain a été prolétaire (11) dès le moment où les conquérants, les colonisateurs et les citoyens de la période de l'Indépendance dans chaque pays américain, s'emparèrent de ses terres et en jouirent, réduisant les anciens propriétaires à l'état de simples manoeuvres avec un salaire misérable, ou pire encore de serfs transmissibles comme biens mobiliers lors du changement de propriétaire du latifundia. Ce n'est donc pas le mouvement indigéniste qui va convertir l'indigène en prolétaire, mais bien le contraire: il tente de restituer la terre à l'indigène pour que, de prolétaire, manoeuvre ou serf, il arrive de nouveau à se sentir maître (individuellement ou en coopérative communale) de ses terres, qu'il les cultive et jouisse de ses bénéfices.

L'indigène, à mesure qu'il se rend compte de la réalité des choses, c'est-à-dire quand on l'éduque, se convertit en effet en un révolté et comprend alors l'injustice de sa situation et réclame ses droits. Evidemment, l'existence de milliers d'individus, de villages entiers conscients de l'abandon dont ils sont victimes et animés de revendications socio-économiques constituent un danger pour le patron exploiteur, latifundiste, qui aspire seulement à obtenir le maximum de bénéfice de ses terres, mines ou troupeaux. Mais la solution se trouve précisément dans le mouvement indigéniste, dans la reconnaissance officielle et gouvernementale de la nécessité urgente, immédiate et radicale de leur accorder la terre et les moyens nécessaires pour son exploitation; de cette façon disparaîtra, ou pour le moins diminuera "la masse de mécontents et de révoltés".

Lorsque le campagnard ou l'ouvrier citadin tire de son travail un produit rémunérateur, lorsqu'il voit satisfaits ses besoins non seulement matériels mais aussi spirituels, il peut difficilement être un révolté ou manifester du mécontentement, ce qui arrive avec le statut actuel d'un grand nombre de manoeuvres ruraux, de serfs dans les fabriques de sucre ou dans les latifundia d'élevage qui se voient traités comme des bêtes de somme et iniquement exploités. C'est à la disparition de cette grave injustice sociale que tend précisément le mouvement indigéniste.

XI - Comme recours suprême pour déprécier l'Indigénisme, on lui a reproché d'être "communiste", en espérant créer ainsi une ambiance hostile qui convertisse en anti-indigénistes de nombreuses personnes peu initiées à ces problèmes et susceptibles de se laisser suggestionner par une étiquette qui, ces dernières années, a acquis un sens dangereux. Alors ? Quel est le fond de cette tactique de lutte ? Le secteur que nous pourrions dénommer ultra-conservateur et traditionaliste qualifié de communiste quiconque exprime des convictions favorables à un réajustement social, surtout sous l'aspect économique. Et il arrive que les améliorations de type social patronnées par de nombreux gouvernements en faveur de la participation ouvrière aux bénéfices des entreprises, du travail agricole en coopérative ou communauté, de l'expropriation et de la redistribution des latifundia (après indemnisation), de la nationalisation des

produits du sous-sol également après indemnisation, sont considérées comme des mouvements communistes. Le qualificatif manque de fondement puisque de telles améliorations entrent pleinement dans la doctrine politique et sociale de la majorité des pays occidentaux et n'ont rien à voir avec la doctrine communiste. On croit ainsi effrayer le grand public, lui faisant voir des périls imaginaires, créant ainsi une hostilité croissante contre les essais de progrès social qui, indubitablement, lèvent des privilèges injustes à tous points de vue. La réalité est très différente: dans le camp de l'indigénisme militent activement des milliers de personnalités renommées (savants et hommes politiques) qui, dans leurs pays respectifs, soutiennent des idéologies et des croyances très distinctes: des régimes gouvernementaux, aussi variés dans leurs conceptions comme ceux de Bolivie, Brésil, Guatemala, Mexique, Pérou et Venezuela, travaillent parallèlement dans le camp indigéniste et collaborent avec ses résolutions et ses essais d'amélioration. Les discours de S.E. le Président du Pérou et du Ministre de la Justice et du Travail lors de l'inauguration et de la clôture du Congrès de Cuzco au Pérou (12), la création du Ministère du Travail et des Affaires indigènes dans ce même pays, celle du Ministère des Affaires rurales en Bolivie, de la Commission indigéniste du Ministère de l'Intérieur au Venezuela, etc., sont autant de preuves qu'il n'y a pas la plus petite ombre de communisme dans aucune des revendications inspirées par l'Indigénisme, ni dans aucune des réalisations déjà obtenues.

L'Institut indigéniste interaméricain, organisation intergouvernementale actuellement constituée par quinze pays, est une institution non-politique et ceci est clairement déterminé par l'article IV de la Convention qui le régit. Donc, les buts que la Convention elle-même fixe dans le Préambule et dans ses articles se réfèrent sans doute possible aux revendications socio-économiques et culturelles des indigènes.

Nous désirons rappeler à ce sujet ce qui fut exprimé avec sagesse et clarté par le Dr. Manuel Gamio, directeur de cet Institut, répondant à des attaques de ce genre. Il signala que diverses factions politiques "attribuent à l'Institut, avec une bonne foi erronée, avec aveuglement ou malice, tel ou tel drapeau et prétendent indistinctement marquer nos activités avec telle ou telle étiquette partisane". Gamio ajoute que l'Institut est aussi éloigné du communisme que du nazi-fascisme et qu'il "aspire essentiellement à la normalisation du développement déficient biologique de l'indigène, à ce que s'améliorent effectivement les conditions économique-culturelles inférieures dans lesquelles il végète depuis si longtemps, que l'on respecte sa personnalité et tradition, et que soient abolis les abus de ceux qui, s'appuyant sur la Loi ou s'abritant derrière elle quand elle est inadéquate, le maltraitent, l'exploitent et le réduisent en esclavage". Et il termine: "Ceci est la politique sans étiquette de l'Institut non-politique Indigéniste inter-américain qui, nous en sommes certains, préférerait se dissoudre et disparaître plutôt que d'en dévier sur le plus petit point"(13).

Nous allons enfin utiliser un autre témoignage pour que le lecteur méfiant soit peut-être plus impartial. M. Carlos Alonso del Real, américaniste espagnol de renom, publia récemment un article (avec lequel nous nous solidarisons entièrement) dont nous recommandons la lecture intégrale à nos lecteurs, mais duquel, faute de place, nous transcrivons seulement les concepts concernant directement le point en discussion: "Il y a un problème indien, ou mieux, des problèmes indiens". "Ceci n'est pas une invention communiste".

"L'Indigénisme - en entendant par ce terme la préoccupation effective d'améliorer la situation des masses indiennes et de sauver ce qui est valable de leur culture - est une cause bonne". "Il se peut que ce soit une mauvaise intention de ma part, mais je pense que seul peut croire autre chose celui qui est intéressé à la croire. C'est-à-dire le latifundiste qui exploite ses terres avec la main d'oeuvre indienne, inhumainement traitée, l'exploitant minier qui s'enrichit en extrayant de l'étain ou du pétrole grâce à des bras indiens mal payés... etc.". "Et si ce n'est pas ainsi, je pense que l'on ne peut de bonne foi rejeter ce problème que par ignorance ou aveuglement rhétorique (un des pires vices de notre race, qui nous a fait tant de tort et qui nous en fera encore" (14).

Inutile d'insister davantage sur ce point que nous estimons suffisamment éclairci.

\* \* \*

Lorsque la masse de 30 millions d'individus "culturellement indigènes" cessera d'être un instrument d'exploitation et se convertira en facteur actif de production et de consommation, lorsqu'elle participera de manière consciente à la vie sociale et politique de ses pays respectifs, ceux-ci auront énormément gagné dans leur économie et leur capacité de production agricole, artisanale, comme dans leur développement industriel. Cette conviction fait que, chaque jour, l'élite dirigeante des destins des nations américaines (hommes politiques, économistes, sociologues, anthropologues) se préoccupe de la solution du problème indigène et appuie la mise en pratique des directives tracées dans leurs grandes lignes par les Congrès de Patzcuaro et de Cuzco.

Que l'Indigénisme, en tant que tendance socio-économique, culturelle et gouvernementale, ait un caractère transitoire est un fait évident. L'idéal serait que les buts fixés soient atteints le plus tôt possible et que disparaisse un si grave problème: la durée de cette transition est fonction de la rapidité avec laquelle chaque pays mettra en oeuvre les moyens pour le résoudre.

Ce sera un beau jour pour l'Humanité et pour l'Histoire que celui où, rendu inutile pour avoir accompli sa mission, l'Institut indigéniste interaméricain pourra disparaître, ainsi que toutes les dépendances et organismes nationaux voués aujourd'hui à la solution de ces graves problèmes. Ce jour-là, il n'y aura plus d'indigènes "révoltés, prolétaires et serfs". Il y aura uniquement des citoyens soumis aux vicissitudes normales et aux luttes inhérentes à la condition humaine comme hommes sans distinctions, passe-droits ou discriminations. C'est avec la plus grande ferveur que nous faisons des vœux pour que ce jour arrive bien vite.

Janvier 1953.

#### Notes

1. Los Mestizos de América, par José Perez de Barradas, Madrid 1948, pp.196-198. Nous utiliserons incidemment cet ouvrage comme exemple du critère anti-indigéniste que nous essayerons de contredire. Mais nous pourrions multiplier les exemples. Nous rappelons au lecteur les articles publiés dans América Indígena, XI: 129-146, 219-234 et 323-370 (1951) dans lesquels certains aspects de l'oeuvre citée ont été examinés d'une façon critique. Nous employons les sigles A.I. pour América Indígena, et M.A. pour Los Mestizos de América.

2. Boletín Indigenista, VII: 304-308 (1947).
3. M.A., p.196.
4. Berlin H.: El Indigenismo frente al Estado. A.I.IV:275-280(1944).  
Bermejo, V.: La Ley y el Indio en el Perú. A.I.IV:107-111(1944).  
Caso, A.: Definición del Indio y lo indio. A.I.VIII:239-247(48).  
Cohen, Felix S.: Definitions of Indian. Handbook of Federal Indian Law, Washington, 1942, pp.2-5.  
Comas, J.: Panorama continental del Indigenismo. Cuadernos Americanos, LIV(6):147-166(1950), spécialement p.153-156.  
De la Fuente, J.: Discriminación y negación del indio. A.I.VII: 211-215, 1947.  
" " : Definición, pase y desaparición del Indio en México. A.I.VII:63-39, 1947.  
Gamio, Manuel : Las características culturales y los Censos Indígenas. A.I.,II(3):15-19, 1942.  
" " : Calificación de características culturales de los grupos indígenas. A.I.,II(4):17-22, 1942.  
" " : Consideraciones sobre el problema indígena en América. A.I.,II(2):17-23, 1942.  
Lewis, Oscar y E.Maes: Base para una nueva definición del indio. A.I.,V:107-118, 1945.  
Mendieta y Nuñez, Lucio: Política cultural indigenista. A.I., III:227-230, 1943.  
Monzón, Arturo: Planteamiento de algunos problemas indígenas. A.I.,VII:323-331, 1947.  
Sivirichi, Atilio: Derecho Indígena Peruano, Lima 1946, pp.1-98.  
Villa Rojas, Alfonso: La civilización y el indio. A.I.,V:67-72, 1945.
5. A.I.,XI:131-132 et 138-142, 1951. En outre Revista de Indias, No.48, Madrid, 1952; article intitulé "El indigenismo de J.Pérez de Barradas".
6. M.A., p.200.
7. M.A., p.202.
8. M.A., p.202.
9. M.A., pp.202-203.
10. M.A., p.203.
11. c'est-à-dire "individu qui n'a pas de biens" selon la définition du dictionnaire.
12. Anales del II Congreso Indigenista Interamericano (Lima, Perú, 1949), pp.49-51, 63-72 et 115-118. En outre Boletín Indigenista, IX:226-236 et 255-257, 1949.
13. La política de una institución no política. A.I.IV:179-182,1944.
14. Dans la revue Dinámica Social, No.12 (Buenos Aires, août 1951) citée par le Boletín Indigenista, XI:280-287, 1951.

\*\*\*\*\*